



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

essence

Question au Gouvernement n° 3966

Texte de la question

MENACE DE PÉNURIE DE CARBURANT

M. le président. La parole est à M. Marc Le Fur, pour le groupe Les Républicains.

M. Marc Le Fur. Ma question s'adressait à M. le Premier ministre, mais on me dit qu'il n'est pas sur le territoire national, ce qui est un peu surprenant en ces périodes compliquées. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Christian Jacob. Ah oui !

M. Marc Le Fur. Je souhaite alerter le Gouvernement sur la pénurie de carburant qui risque de gagner tout le pays. Progressivement, les stations d'essence ferment. C'est déjà le cas pour un quart d'entre elles. Et devant celles qui sont encore ouvertes, les files d'attente s'allongent.

Deux mots dominant les conversations de nos compatriotes : pénurie et chienlit. Cette pénurie impacte la vie quotidienne des Français, des familles, de celles et ceux qui veulent aller travailler. Cette pénurie impacte déjà la vie de nos entreprises qui sont, non pas à l'arrêt, mais déjà ralenties. C'est le cas pour les commerciaux, les transporteurs. Et cette situation risque de s'accroître du fait de la grève dans les raffineries. Comment cela est-il possible, alors que nous sommes en plein état d'urgence ?

Dans ce contexte, le propos du Président de la République – « Ça va mieux ! » – paraît déconnecté de la vie des vraies gens.

M. Christian Jacob. Certainement !

M. Marc Le Fur. Il apparaît quasiment comme un propos extraterrestre. Il ajoute à l'anxiété de nos compatriotes, qui ont le sentiment que nos dirigeants vivent dans un autre monde que le leur.

Mme Claude Greff. Ce n'est pas un sentiment. C'est une réalité !

M. Marc Le Fur. Notre Premier ministre met fréquemment en avant la liberté de manifester. Ici, avec mon groupe, je voudrais mettre en avant la liberté de circuler, d'aller et venir, la liberté d'aller à son travail, la liberté d'en revenir. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

Monsieur le Premier ministre, quand cette liberté deviendra-t-elle réelle ? Quand la pénurie de carburant cessera-t-elle ? Quand la chienlit s'arrêtera-t-elle ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les*

Républicains.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche. Monsieur le député, vous le savez parfaitement, il n'y a pas si longtemps, en 2010, la France a été confrontée à une situation identique.

Mme Catherine Vautrin. Cela fait six ans !

M. Alain Vidalies, secrétaire d'État. Il y avait à l'époque à peu près deux fois plus de stations en difficulté : pratiquement 5 000, soit 40 %, contre 20 % aujourd'hui. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Et je n'aurai pas la cruauté de rappeler la teneur des questions d'actualité et des réponses à cette époque.

Là où vous avez raison, c'est quand vous demandez au Gouvernement comment il répond à cette situation. Il y avait deux problèmes.

Le premier concernait le mouvement des chauffeurs routiers. J'ai adressé une lettre. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Vous pouvez constater que ce mouvement, qui est à l'origine des difficultés, est aujourd'hui apaisé, parce que le Gouvernement a maintenu le dialogue.

La deuxième question concerne la liberté d'accès au stock. Aujourd'hui, le Gouvernement s'est engagé à libérer l'ensemble des dépôts. Je partage votre appréciation : nous devons avoir la possibilité de desservir les stations. Tous les dépôts qui sont occupés, notamment par d'autres personnes que les grévistes, sont libérés. Cela a été le cas hier et ce matin. Ce sera encore le cas cet après-midi. Donc l'ensemble des camions disponibles fonctionne.

Je veux le dire simplement à tous ceux qui nous écoutent : on parle de pénurie, mais la vérité – c'était déjà un peu le cas en 2010 – c'est que, ces trois derniers jours, nous avons aussi – c'est sans doute normal – battu tous les records de consommation. L'augmentation atteint 500 % dans certains secteurs, en raison des approvisionnements de précaution. C'est ce que nous disent les pétroliers que nous avons réunis ce matin.

Je pense que la situation est aujourd'hui stabilisée. Le Gouvernement tient bon sur ces deux objectifs : liberté d'accès aux dépôts et desserte de l'ensemble des stations-service. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Marc Le Fur](#)

Circonscription : Côtes-d'Armor (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3966

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Transports, mer et pêche

Ministère attributaire : Transports, mer et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 mai 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 mai 2016](#)